

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article344>

Opération « tricoche » pour anciens flics

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : lundi 2 mai 2005

Spyworld Actu

Les ex-fonctionnaires se reconvertissent dans les services de sécurité des entreprises.

La police est un métier d'avenir... quand on la quitte : qu'ils soient embauchés par des entreprises ou qu'ils fondent leur propre officine, les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur -démissionnaires, à la retraite ou en disponibilité - sont des recrues très prisées par la sécurité privée. Dans le genre ancien flic multicarte, Gilles Kaehlin a d'abord mis son passé d'ancien inspecteur des Renseignements généraux (RG) au service des magazines d'investigation de Canal + avant de traquer les fabricants de décodeurs pirates. Le profil de Pierre Martinet est plus rare dans une entreprise privée française : cet ancien agent de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) a été embauché en 2001 dans le service sécurité de la chaîne cryptée. D'ordinaire, les anciens commandos du service action du contre-espionnage français et des forces spéciales préfèrent se reconvertir à l'international plutôt qu'à la télévision. On les trouve dans la sécurité rapprochée des VIP et des sites sensibles (plates-formes pétrolières, industries) dans des pays à risques (Irak, Algérie, Birmanie, Nigeria).

Policiers et gendarmes ont toujours su se reconvertir, quels que soient leurs grades : l'ancien maréchal des logis en régisseur de propriété privée ; l'ex-brigadier en employé d'agence immobilière ; l'ancien commissaire ou l'ex-colonel en directeur du personnel d'usine. Les policiers ont un « mot » pour désigner ces reconversions : la « tricoche », qui désigne également les petits « extra » des fonctionnaires encore en activité (un enquêteur qui refile un « tuyau » à une officine privée ; un gardien de la paix qui « filtre » les entrées d'une boîte de nuit). Mais les opportunités de reconversion ont considérablement augmenté pour les anciens militaires et fonctionnaires de police depuis que le marché de la sécurité privée a explosé, il y a vingt ans : cette activité emploie 150 000 personnes en France, soit l'équivalent des effectifs de la police nationale. Ils travaillent dans des secteurs comme la surveillance humaine, la sûreté des aéroports, les transports de fonds et la formation. « Recruter un policier ou un gendarme de haut niveau, c'est s'assurer d'avoir un personne qui aura les mêmes réflexes que nous, affirme un vieux routier de la sécurité. Il arrive dans nos murs avec trente ans d'expérience professionnelle et, cerise sur le gâteau, son carnet d'adresses, son réseau toujours dans la place. Il pourra vérifier si un mec est clean quand on lui soumet une enquête sur un candidat à l'embauche. » Dans le jargon du métier, on parle pudiquement de « contacts officieux » pour désigner ces échanges de « tuyaux » entre le privé et le public qui échappent à tout contrôle juridique. Hier, Canal + a démenti avoir eu recours à des « pratiques illicites » alors qu'un policier a affirmé à sa propre hiérarchie avoir transmis à la cellule sécurité de Canal + les listes d'appels reçus ou composés sur le téléphone portable de Gaccio.

Il arrive pourtant que la justice se penche sur cet écheveau de copinages et d'intérêts croisés entre police et privé. En mars 2004, onze policiers comparaissaient au tribunal de Créteil (Val-de-Marne). Anciens des RG et de la Direction de la surveillance du territoire (DST), ils étaient accusés d'avoir fourni des renseignements confidentiels à deux sociétés qui les revendaient ensuite (environ 600 euros le détail d'un compte bancaire, selon un témoin). Un prévenu, ex-technicien de la DST reconverti dans le privé, avait affirmé au jury : « Je me considérais comme un auxiliaire de police. C'était donnant donnant. J'ai renseigné le fisc, les RG. La DST a été pendant huit ans mon premier partenaire commercial. Elle m'a amené de manière officielle des clients. »